



du Syndicat National Unitaire  
titulaires, Professeurs d'école  
PEGC. Section de l'Aveyron.  
numéro 64  
Janvier 2009 - 0,50 €  
ISSN 1165 - 3116

Dispensé de timbrage Decazeville CC - T1



DÉPOSÉ LE 07 / 01 / 2009

# Moins 102 postes pour l'académie de Toulouse à la rentrée ! 121 postes de RASED retirés !

*Faites nous parvenir vos effectifs et un argumentaire.  
La dotation départementale devrait être connue aux  
alentours du 13 janvier.*

## LUTTES en JANVIER

(modalités à suivre)

**17/01**

**Actions**

à l'appel de l'ensem-  
ble des organisations  
de [« L'éducation est  
notre avenir »](#)

**29/01**

**GRÈVES** et

**MANIFS UNITAIRES**

CFDT, CFE-CGC,  
CFTC, CGT, FO, FSU,  
SOLIDAIRES, UNSA

**PUBLIC / PRIVÉ**

**Plus  
toutes les initiatives  
des écoles !**

# REFUSONS le DÉMANTÈLEMENT de l'ÉCOLE TOUS DANS L'ACTION, les 17 et 29 janvier



### Sommaire :

- 1. Janvier dans l'action
- 2. Edito - Evaluations CM2
- 3. Appels à l'action
- 4. Bulletin d'adhésion
- 5. Résultats des élections paritaires 2008
- 6. CTPD, CDEN Règlement Dép.—Audience Mobilité



1 rue de la Montagne  
123 00 DECAZEVILLE  
Tél : 05.65.43.40. 11  
Fax : 05.65.43.49.29  
Mél : [snu12@snuipp.fr](mailto:snu12@snuipp.fr)  
Site : <http://12.snuipp.fr>

## Le SNUipp12 appelle à ne pas renvoyer les résultats aux IEN eu égard au projet ministériel de les rendre publics et donc de mettre en concurrence les écoles.

À ce sujet, le SNPI-FSU (syndicat des inspecteurs affilié à la FSU) a publié le communiqué de presse suivant.

### Evaluations CM2

#### Quand évaluation rime avec contrôle qualité et obligation de résultat

Attendu depuis plus d'un an, le dispositif d'évaluations nationales de bilan des CM2 vient d'apparaître sur les boîtes à lettres électroniques des inspecteurs chargés des circonscriptions du premier degré.

D'emblée, il apparaît plusieurs traits caractéristiques des méthodes en cours, traits qui interrogent :

Les délais sont tellement serrés que l'on ne peut qu'envisager des difficultés liées au respect des échéances à tout niveau : information des enseignants, mise en place du matériel, passations des épreuves, corrections, information des parents, remontées des résultats.

On ne sait encore rien des protocoles d'exercices qui seront soumis à évaluation. Est-ce de la suspicion à l'encontre des acteurs du terrain ? Cela traduit-il de la précipitation des concepteurs et le peu d'importance que l'on accorde au volet pédagogique de cette affaire ?

Le protocole de saisie et de remontée des résultats en lui-même repose sur une ergonomie complexe peu en phase avec le fonctionnement de nos écoles primaires. On imagine aisément l'expression stupéfaite qui va naître sur le visage des maîtres de CM2 et des directeurs d'école quand ils découvriront ce qu'ils ont à faire.

De l'information des écoles à la remontée finale des résultats, la succession d'opérations à effectuer constitue en soi une chaîne d'erreurs et d'obstacles potentiels évidente, sauf pour le ministère.

Cela dit, tout l'appareil hiérarchique est convoqué pour que tout se passe au mieux, avec un dispositif de contrôle de qualité qui consiste en une surveillance pointilleuse de ce qui se passera dans des écoles tests (une par circonscription) sur la base d'une série de critères composant un document de six pages.

L'ensemble de cette opération est présenté par le ministère comme le point d'orgue de sa grande réforme de l'école primaire. Son succès constitue pour lui un objectif fondamental. Dès lors, pendant tout le mois de janvier et la première partie du mois de février, les directeurs d'école, les maîtres de CM2 et les équipes des inspections de circonscription consacreront toute leur énergie à cette réussite. Le reste sera mis entre parenthèses. Sauf les menaces de sanctions et les retenues sur salaires des enseignants poussés à la révolte.

Au stade où nous nous trouvons, plus rien n'étonne les inspecteurs. Le début de l'année 2009 s'annonce donc passionnant. Mais derrière la comédie, se cache hélas la tragédie d'une école publique malmenée en permanence depuis un an. Et cela, au nom d'une idéologie directement inspirée par le management concurrentiel, la menace de sanction des individus, et le culte du chiffre. Au final, qu'évaluera-t-on ? Les résultats des élèves, l'efficacité des maîtres, celle des inspecteurs, ou la clairvoyance du ministère ? L'avenir nous le dira.

Paris le 05 janvier 2009

# Edito

## ÊTRE AUX RENDEZ-VOUS !

Pour être aux rendez-vous des 17 et 29 janvier, il ne suffira pas de les cocher sur son agenda. Les réussites incontestables des 20 novembre et 10 décembre ont permis de déchirer le rideau médiatique et le débat sur l'éducation a pu se frayer un chemin sur le devant de la scène. Mais les manœuvres se poursuivent au plus haut niveau.

Le « repli élastique » de Darcos sur la réforme des lycées crée un nouvel écran de fumée. On entend fort peu les revendications du 1<sup>er</sup> degré. Fort heureusement la remise des 250 000 premières signatures de la pétition « Rased » a permis de les maintenir dans l'actualité. Le 21 janvier, les Rased monteront à Paris pour remettre les motions des Conseils d'École.

Le mouvement des « désobéisseurs » (un millier fin déc.) attire l'attention. Avec les suppressions de postes qui s'annoncent nous aurons à intervenir encore.

**Mais l'école a besoin d'un vrai mouvement d'opinion.** C'est dans cet esprit qu'il faut pousser pour que partout nous nous adressions aux parents, aux élus. Dès après le 10 déc., des écoles se sont engagées. Il faut poursuivre dans cette voie. Il faut gagner la bataille de l'information.

Sarkozy, lors de ses vœux, a annoncé qu'il ferait toutes ses « réformes ». Le 12/01, il a prévu de s'adresser aux enseignants. Il cherche à détourner l'attention, à casser la mobilisation qui sera, on le sait déjà, massive.

A nous tous de lui répondre, en étant tout de suite dans les débats et les 17 et 29 janvier : **nombreux, très nombreux et déterminés, très déterminés.**

Le 5 janvier 2009,  
Jean-Luc Tomero

#### Comité de rédaction :

William Despeyroux, Romain Fayel, Valérie Tavernier, Jean-Luc Tomero, Noëlle Villeneuve

## APPEL DES ORGANISATIONS

**CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA**

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, en sont les premières victimes. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité.

**29 janvier**

## GRÈVE et MANIF dans L'ÉDUCATION

Les fédérations de l'Éducation, FAEN, FERC-CGT, FNEC-FP-FO, FSU, SGEN-CFDT, SUD-Éducation, UNSA-Éducation, appellent les personnels de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi que de la Jeunesse et des Sports à **participer massivement à la grève et aux manifestations le 29 janvier aux côtés des autres salariés du privé et du public.**

## Après le 10 décembre, les actions continuent...

Avec près de 300 personnes réunies dans tout le département, les AG et rassemblements du 10 décembre furent une réussite, tant par la mobilisation constatée que par l'ampleur des suites qu'elles ont rendues possibles.

Face au silence médiatique et à la mauvaise foi du ministre, pour le SNUipp12, il n'est qu'une possibilité : s'adresser directement aux parents d'élèves et aux élus. Ceux qui ont tenté l'expérience en sont convaincus, c'est par le dialogue direct que nous gagnerons les soutiens qui nous manquent pour empêcher le démantèlement de l'école.

À Decazeville, Capdenac, Lacapelle-Balaguier, Onet le Château, Rodez, Villefranche de Rouergue, Villeneuve, ils ont tenté et réussi l'expérience.

D'autres initiatives sont d'ores et déjà prévues à Sébazac et Lioujas, La Primaube le 13/01 ou Millau le 20 à 20h30 au CREA ou encore St Affrique à la même date.

S'appuyant ici sur les enseignants seuls, là aidés des parents élus, ailleurs sur des mobilisations plus larges, tout est possible, tout doit être tenté.

Quand Darcos fait mine de reporter ses projets, Sarkozy rappelle qu'il compte appliquer toutes ses réformes. Et si on parle des lycéens, on ne parle pas des écoles. **Il ne tient qu'à nous d'y remédier !**

### 29 janvier : TOUS dans l'ACTION

Surmonter cette crise implique des mesures urgentes d'une autre nature que celles prises par l'Etat et les entreprises, pour être au service de l'emploi et des rémunérations.

C'est pourquoi, les organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA) appellent les salariés du privé et du public, les chômeurs et les retraités, à **une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle le 29 janvier 2009** : elle donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations.

Elles appellent à agir massivement et interpeller les responsables gouvernementaux, les responsables patronaux et les employeurs pour :

- **défendre l'emploi** privé et public ;
- **lutter contre la précarité et les dérèglementations** économiques et sociales ;
- exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du **pouvoir d'achat** des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ;
- défendre le cadre collectif et solidaire de la **protection sociale** ;
- des **services publics** de qualité qui assurent en particulier tout leur rôle de réponse aux besoins sociaux et de solidarité.

Cette journée doit également être pour eux l'occasion de donner un prolongement unitaire à leurs luttes et de porter avec force une nouvelle fois leurs revendications :

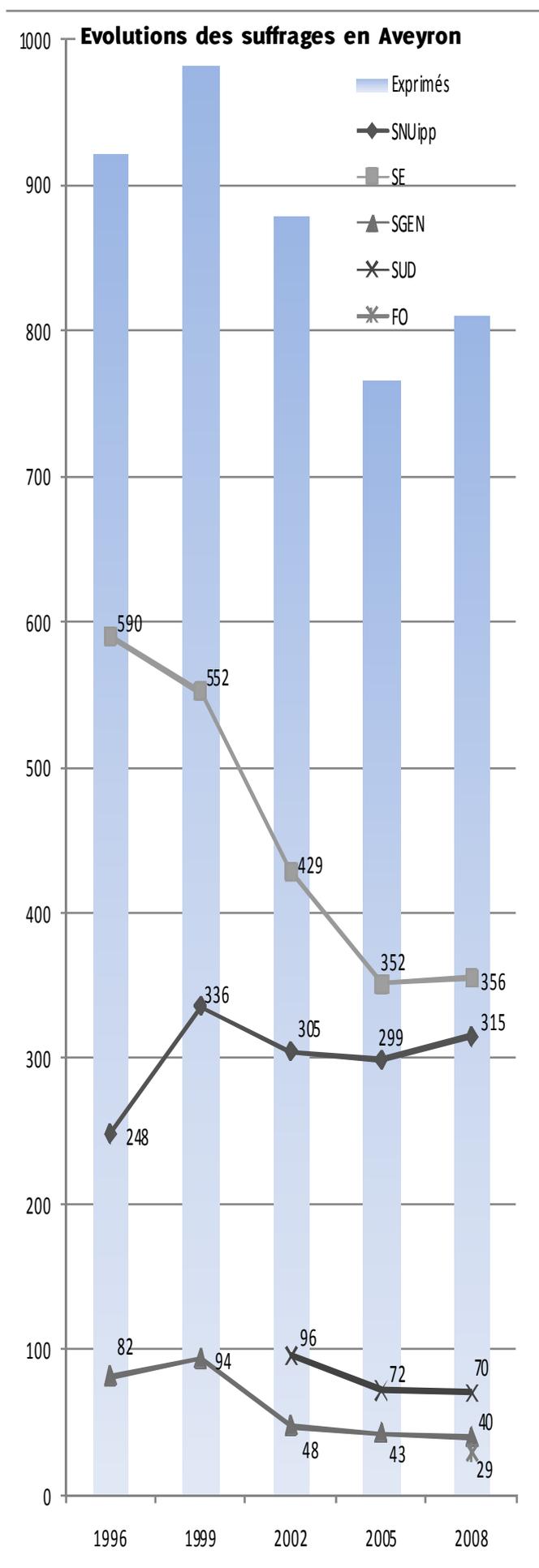
- **contre les suppressions de postes et la remise en cause du service public d'éducation et de recherche ;**
- **pour une école assurant la réussite de tous les jeunes ;**
- **pour leurs salaires, leurs statuts et la revalorisation de leurs métiers..**

\*\*\*

*Les modalités départementales vous seront communiquées rapidement, surveillez vos mèls !*



## Elections professionnelles dans le 1<sup>er</sup> degré : Un camouflet pour le ministre



À l'heure où nombreux sont ceux qui théorisent sur l'affaiblissement des organisations syndicales, le SNUipp se félicite que les enseignants restent attachés au syndicalisme.

Le 20 novembre, le ministre de l'Éducation Nationale déclarait « que les professeurs méritaient mieux que leurs syndicats actuels ». Les enseignants des écoles viennent de démentir de manière catégorique ces propos ministériels en étant plus nombreux à voter pour leurs représentants syndicaux.

Avec **47,44%** des voix (98 350), le SNUipp recueille **2% de voix supplémentaires**. Il poursuit ainsi de façon continue la progression entamée depuis sa création en 1992. Il devient le premier syndicat dans 12 nouveaux départements.

Répartition des départements en fonction du syndicat arrivant en tête	2005	2008
SNUIPP-FSU	70	82
SE-UNSA	26	16
SGEN-CFDT	3	1
SNUDI-FO	1	1

Ce vote des personnels confie au SNUipp une grande responsabilité pour l'avenir de l'école, des élèves et des enseignants. Les enseignants des écoles ont renforcé ainsi leur confiance dans la capacité du SNUipp à défendre au quotidien l'École et ses personnels, à se mobiliser et à mettre en œuvre une stratégie syndicale qui sait être offensive et force de propositions.

À l'heure où nombreux sont ceux qui théorisent sur l'affaiblissement des organisations syndicales, le SNUipp se félicite que les enseignants restent attachés au syndicalisme.

En Aveyron, on ne peut que se féliciter d'une **hausse significative de la participation (+2,58)** même si on pouvait l'espérer plus massive encore. L'organisation du scrutin, essentiellement par correspondance, est source de déperditions des suffrages... Par ailleurs, une erreur administrative grossière a conduit à l'invalidation de l'ensemble des suffrages de l'ÉREA (16 votants). Nous le regrettons vivement.

Néanmoins, on peut constater que le **SNUipp12 (38,89%) est la seule organisation à avoir toujours progressé** soit en voix soit en pourcentage (voire les deux). Le SE-UNSA, qui regagne 4 voix (43,95%), n'infirme pas sa dégringolade surtout dans un contexte de participation en hausse. Les autres listes restent à des étages beaucoup plus modestes et marquent le pas : SUD (8,64% et - 0,76), SGEN (4,94% et - 0,68%). FO, pour la première fois (3,58%), ne bouleverse pas la donne.

La répartition des sièges en CAPD reste inchangée : 2 pour le SNUipp, 3 pour le SE.

**Nous remercions tous les collègues qui ont participé à ce scrutin et en particulier ceux qui ont apporté leur soutien aux listes du SNUipp.**

Vos élus en CAPD,  
Romain FAYEL, Valérie TAVERNIER, Jean-Luc TORNERO, Noëlle VILLENEUVE.

## Audience « Mobilités »

Les CTPD et CDEN de décembre (1<sup>er</sup> et 17/12) avaient pour principal sujet la révision du règlement départemental. Le SNUipp pour la FSU a fait une déclaration dont voici les principaux extraits :

« Nous devons examiner aujourd'hui le nouveau Règlement Scolaire Départemental.

Pour la FSU de l'Aveyron et singulièrement pour son organisation des personnels des écoles primaires, le SNUipp, **ce règlement est inacceptable en l'état.**

### Règlement Dép<sup>tal</sup> : de forts désaccords

En effet, **les modifications dont il est l'objet sont pour l'essentiel issues des décisions unilatérales de M. Darcos** Ministre de l'Education. Ces décisions ayant quasiment toutes recueillies la désapprobation des personnels et de la plupart de leurs organisations ou des associations de parents d'élèves ou encore des associations pédagogiques et d'éducation populaire, il est troublant de constater que l'on se hâte d'en entériner les effets dans ce règlement.

**Moins d'école pour tous les élèves**, c'est ce qui résulte de la nouvelle organisation de la semaine imposée depuis la rentrée, et prestement, on grave dans le marbre de ce règlement les dispositions concernant **l'aide personnalisée**. L'aide personnalisée, je veux parler de ce « machin » qui oblige à permettre aujourd'hui ce qui était formellement interdit hier : je cite le règlement 2004, « *Les horaires d'enseignement au cours de la même journée ne peuvent dépasser une amplitude de six heures et la pause méridienne ne doit pas être inférieure à 1h30min* ». Aujourd'hui, c'est permis ; **grâce à l'aide personnalisée, les rythmes scolaires ne sont plus ce qu'ils étaient**. L'aide personnalisée c'est magique, non seulement ça change la semaine et la journée mais ça résout tout ou presque puisque **selon notre Ministre cela rend inutile 3000 postes de RASED**.

Les **Stages de Remise à Niveau** pendant les vacances, ce à quoi M. Darcos n'a pas hésité à consacrer l'équivalent de plus de 700 emplois d'enseignants quand aujourd'hui 6000 postes sont menacés, ces stages dont l'efficacité est plus que sujette à caution sont inscrits dans le règlement.

Le **Service Minimum d'Accueil**, ce soi-disant nouveau droit des familles, cette très concrète attaque contre le droit de grève, malgré les critiques et les très nombreuses oppositions des élus locaux, le SMA est inscrit dans le nouveau règlement. Et comme il se doit, car c'est le texte de la loi, comme le SNUipp12 l'avait écrit aux communes aveyronnaises, c'est d'abord **en cas d'absence imprévisible** du professeur que ce service d'accueil est dû aux familles. Espérons, pour les collectivités locales, que les enseignants des écoles sauront prévoir leurs prochaines gripes. »

En CTPD comme en CDEN, le SNUipp12, s'il est intervenu sur chacun des points cités dans sa déclaration a longuement et fermement argumenté pour qu'aucune régression ne soit entérinée pour la **maternelle**. En effet, outre l'inscription des « réformes » de Darcos et la mise à jour sur la scolarisation des handicapés, c'est l'accueil des petits que l'IA avait le plus profondément remanié. Nous avons, par exemple, fait réinscrire l'obligation d'accueillir en cours d'année scolaire les enfants de 3 à 5 ans, paragraphe qui avait disparu (en toute innocence ?). Malheureusement, l'IA n'a pas accepté d'aller au-delà d'un maintien « expérimental » pour 1 an de la possibilité d'accueil dès 2 ans jusqu'aux congés d'hiver en ZEP (dans la mesure des places disponibles).

Il a par ailleurs annoncé qu'il engageait une réflexion sur l'accueil des moins de 5 ans en classe unique.

Les représentants des personnels SNUipp et SE ont été reçus par l'IA (M. Legrand) en audience le 18/12 suite à la publication d'une circulaire nationale sur les

« mobilités » (mouvements départementaux et interdépartementaux)\*. Cette circulaire accroît les possibilités de nomination hors barème et de contournement des instances paritaires.

Les représentants des personnels ont insisté sur leur engagement pour le respect des barèmes, le maintien des dispositifs de consultation des élus en CAPD, bref le maintien et le développement des droits des personnels. L'IA a dit attendre les arbitrages académiques et prévoit un groupe de travail pour fin janvier sur ces questions.

Le SNUipp12 a condamné l'esprit et la lettre de cette circulaire qui met gravement en cause les droits des personnels et le respect du paritarisme. Nous avons fait observer que la circulaire met en musique la suppression des RASED dès cette rentrée.

Par ailleurs, la circulaire demande que soit facilitée la première nomination des sortants d'IUFM (disposition pour laquelle le SNUipp s'est déjà prononcé il y a quelques années et qui avait été abandonnée par l'administration soutenue par le SE) ; si on compte 30 sortants d'IUFM et une dizaine de maîtres de RASED « sédentarisés » sachant qu'une quarantaine de postes seront vacants en fin d'année, on peut conclure que **l'Aveyron pourrait connaître une année blanche en matière de mouvement en 2009**.

\* le SNUipp avait appelé à une AG des personnels et vous avez alerté dès fin octobre cf. « Le Ministère veut un mouvement à la tête du "client". » art.557 et 563 sur le site du SNU12 : <http://12.snuipp.fr>.

### CAPD « Promotions » le 22 janvier.

**Nous ferons parvenir les résultats à tous ceux qui nous auront fait connaître leur adresse mèl.**